

Convention collective
IDCC : 8216. – EXPLOITATIONS VITICOLES
(Champagne délimitée)
(2 juillet 1969)
(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

AVENANT N° 194 DU 14 MAI 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JUIN 2014
NOR : AGRS1497264M
IDCC : 8216

Entre :
Le syndicat général des vignerons de la Champagne,
D'une part, et
La FGA CFDT de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;
La CFTC-Agri de Champagne-Ardenne,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I, prévue à l'article 20 de la convention collective, est remplacée par le document annexé au présent avenant.

Article 2

L'avenant n° 185 du 26 juin 2012 est abrogé.

Article 3

Le présent avenant, qui prend effet au 1^{er} juin 2014, sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 14 mai 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des salaires minimaux à compter du 1^{er} juin 2014

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	ÉCHELON	IDENTIFIANT MSA	SALAIRE horaire	SALAIRE mensuel (pour 151,67 heures)
Personnel d'exploitation	A	1	101	9,53	1 445,42
		2	102	9,68	1 468,17
	B	1	201	9,84	1 492,43
		2	202	10,16	1 540,97
	C	1	301	11,46	1 738,14
		2	302	12,30	1 865,54
	D	1	401	12,91	1 958,06
		2	402	13,71	2 079,40
Personnel administratif	A	2	102	9,68	1 468,17
		2	202	10,16	1 540,97
	C	1	301	11,46	1 738,14
		2	302	12,30	1 865,54
	D	1	401	12,91	1 958,06
		2	402	13,71	2 079,40

Sur la base du minimum garanti ou MIG au 1^{er} juillet 2013 :

Nourriture par jour (total) : 19,20 €.

Petit déjeuner (0,5 MIG) : 1,75 €.

Déjeuner (3 MIG) : 10,47 €.

Dîner (2 MIG) : 6,98 €.

Logement de célibataire (par mois 12 MIG) : 41,88 €.

Aucun salaire ne saurait être inférieur au Smic, soit 9,53 € par heure au 1^{er} janvier 2014.

Le minimum garanti (MIG) en vigueur au 1^{er} juillet 2013 est de 3,49 €.

Le minimum garanti (MIG) à partir du 1^{er} janvier 2014 est de 3,51 €.

Pour la nourriture et le logement, le minimum garanti retenu est celui en vigueur au 1^{er} juillet précédant le mois travaillé (art. 28 et 29 de la convention).